Bezalel Smotrich : d’activiste marginal à figure influente de la coalition

À l’approche des élections législatives israéliennes, qui se tiendront le 27 octobre 2026, FokusIsrael.ch vous présente les principaux dirigeants politiques du pays. Aujourd’hui : Bezalel Smotrich, du Parti sioniste religieux.

Par Jan Kapusnak

Bezalel Smotrich ne dirige pas un grand parti, mais rares sont les ministres du gouvernement de Netanyahou à avoir exercé une influence aussi profonde sur l’avenir politique d’Israël. Bien avant d’entrer à la Knesset en 2015, il était un militant formé par l’aile radicale du mouvement sioniste religieux, et cette idéologie continue de définir sa carrière.

Depuis 2019, Smotrich dirige le Parti sioniste religieux (RZP), qui allie un nationalisme intransigeant à un conservatisme religieux et social, vise à renforcer l’identité et le caractère juifs d’Israël, s’oppose à la création d’un État palestinien et soutient la vision d’une « Grande Terre d’Israël » par la poursuite de l’expansion des colonies.

Sionisme religieux[1] n’a jamais donné naissance à un parti dominant et durable ; ses factions d’extrême droite n’ont cessé de se scinder, de fusionner, de changer de nom et de former des alliances éphémères. Dans le contexte de la crise politique israélienne et des élections successives à partir de 2019, M. Netanyahu a fait pression sur ces partis pour qu’ils se présentent ensemble, afin que leurs voix ne soient pas perdues en raison du seuil électoral fixé à 3,25 %. Ce faisant, il a légitimé des forces autrefois considérées comme hors des limites d’un gouvernement acceptable, notamment Otzma Yehudit en raison de ses racines kahanistes.

Cette stratégie a porté ses fruits en 2022, lorsque la liste commune RZP–Otzma Yehudit–Noam a remporté 14 sièges avant de se scinder à nouveau. Netanyahu est revenu au pouvoir alors qu’il était sous le coup d’un procès, tandis que Smotrich et ses alliés ont acquis une influence bien supérieure à leur poids politique individuel. Netanyahu ayant besoin de chaque siège de la coalition, ils pouvaient menacer la survie du gouvernement. Smotrich a utilisé ce levier pour obtenir le ministère des Finances, malgré son expérience limitée en matière économique, ainsi qu’une autorité étendue sur la politique civile en Cisjordanie.

M. Smotrich est entré au gouvernement avec un discours imprégné autant de religion que de politique traditionnelle. Citant le Lévitique, il a fait valoir qu’Israël avait expérimenté le capitalisme et le socialisme, mais pas une économie fondée

sur la bénédiction divine : « Si nous respectons la Torah », a-t-il déclaré, la prospérité s’ensuivra. Le début de son mandat a été éclipsé par la réforme du système judiciaire, dont les économistes et les chefs d’entreprise – notamment issus des secteurs israéliens de la technologie et des start-ups – ont averti qu’elle sapait la confiance des investisseurs.

Les guerres qui ont suivi le massacre du 7 octobre ont entraîné une flambée des dépenses militaires, un ralentissement de la croissance et un creusement du déficit ; pourtant, M. Smotrich s’est opposé à toute réduction des fonds alloués par la coalition aux communautés religieuses. La Banque d’Israël l’a exhorté à réorienter ces dépenses vers l’effort de guerre et la relance. Israël a ensuite subi des dégradations sans précédent de sa notation de crédit, principalement en raison de la prolongation du conflit et de la détérioration des finances publiques.

La dette publique est passée d’environ 60 à 70 % et la banque centrale a averti que le prochain gouvernement devra la réduire et investir davantage dans l’éducation et les infrastructures. L’économie israélienne est néanmoins restée résiliente : la Banque d’Israël prévoit une croissance de 4 %, une inflation de 1,8 % et un taux de chômage proche de 3 % en 2026. Cette reprise tient davantage au secteur privé israélien, à la crédibilité monétaire et à l’apaisement des hostilités qu’à une quelconque « doctrine Smotrich » particulière.

Peu de questions divisent autant la société israélienne que l’inégalité du service militaire, d’autant plus que de nombreux hommes ultra-orthodoxes continuent d’en être exemptés et que certains dirigeants haredim incitent ouvertement à la haine contre les FDI. La position de Smotrich est empreinte d’hypocrisie. Il a reporté son enrôlement pendant des années, n’a rejoint l’armée israélienne qu’à l’âge de 28 ans et a servi pendant 14 mois, principalement à des fonctions administratives. En 2017, sous le titre « Sauvez l’armée israélienne — ne vous engagez pas », il a exhorté les étudiants religieux à retarder leur engagement en signe de protestation contre le service mixte, qu’il a qualifié de « système de valeurs tordu et dangereux ». Il s’est opposé à ce que les femmes occupent des postes de combat et a déclaré qu’il éduquerait sa fille à ne pas s’enrôler car « mélanger des hommes et des femmes dans des chars est, à mon sens, une aberration ».

Face à une grave pénurie de main-d’œuvre en temps de guerre, M. Smotrich a appelé à un renforcement de l’enrôlement des Haredim, tout en évitant les mesures qui le rendraient obligatoire. Au cours du conflit budgétaire de 2026, il s’est opposé à ce que l’adoption du budget soit subordonnée à l’adoption d’une loi d’exemption

de service militaire, mais a continué à soutenir une coalition qui a reporté à plusieurs reprises l’adoption de mesures coercitives et qui, le 14 juillet 2026, a promulgué une loi protégeant temporairement les réfractaires haredim contre toute arrestation et poursuite judiciaire.

Pendant la guerre de Gaza, Smotrich a contesté les généraux malgré son expérience militaire limitée, exigeant une campagne de plus grande envergure et un contrôle israélien permanent sur Gaza. Il a reproché aux dirigeants de l’armée israélienne les événements du 7 octobre, déclarant au chef d’état-major Herzi Halevi : « Ce n’est pas nous qui nous sommes endormis le 6 octobre. » Halevi a assumé la responsabilité de ces événements et a démissionné avant la fin de son mandat ; Smotrich, membre du gouvernement qui a défini la politique israélienne avant la guerre, n’a fait ni l’un ni l’autre.

Il a subordonné le sort des otages à ces objectifs, affirmant qu ’ils ne devaient pas être libérés « à tout prix », puis déclarant que « la libération des otages n’est pas la chose la plus importante ». Il s’est opposé à tout accord exigeant un cessez-le-feu et, en 2024, Smotrich a déclaré que laisser mourir de faim deux millions d’habitants de Gaza pourrait être « justifié et moral » jusqu’à ce que les otages soient libérés, même si « personne » dans le monde ne l’autoriserait. Pourtant, après le retour de tous les otages encore en vie en octobre 2025, Smotrich a affirmé que son opposition aux accords partiels et son insistance sur la pression militaire avaient permis d’assurer leur libération. D’anciens otages ont fait valoir que son obstruction avait au contraire prolongé leur captivité et coûté des vies.

Netanyahu a créé un poste ministériel spécial pour Smotrich au sein du ministère de la Défense, lui conférant l’autorité sur la politique civile en Cisjordanie, notamment en matière d’urbanisme, de construction et de légalisation des avant-postes. Smotrich a utilisé ces pouvoirs pour étendre les colonies et faire avancer son « Plan décisif » de 2017, un essai politique publié dans *Hashiloach*. Ce document prônait la souveraineté totale d’Israël sur la Cisjordanie, la fin des aspirations nationales palestiniennes et proposait trois options aux Palestiniens : accepter la domination israélienne, émigrer ou continuer à résister et être vaincus. Depuis, Smotrich prône le démantèlement de l’Autorité palestinienne et l’abandon des accords d’Oslo.

M. Smotrich soutient la réforme judiciaire, tandis que son collègue de parti, Simcha Rothman, en a été l’un des principaux architectes. Leur hostilité envers la Cour suprême tient au rôle que celle-ci a joué en faisant obstacle à certains volets de leur

programme, notamment l’extension des colonies et les tentatives de légalisation des constructions non autorisées. Leurs propositions comprennent une clause de dérogation permettant à une majorité de la Knesset de réadopter des lois invalidées par la Cour. M. Smotrich a fait valoir que sans limiter son pouvoir, « nous ne sommes pas au pouvoir ».

Sa rhétorique s’est révélée ouvertement raciste et a contribué à nuire à la réputation internationale d’Israël. Dans une description faussant les faits historiques, il a déclaré aux élus arabes qu’ils ne se trouvaient encore en Israël que parce que Ben Gourion n’avait pas «achevé le travail »en 1948. Après que des extrémistes juifs se sont livrés à des exactions dans le village palestinien de Huwara en 2023, il a déclaré que ce village devait être « rayé de la carte » – par « l’État », et non par des particuliers. Bien qu’il ait parfois condamné certaines attaques isolées, il n’a guère pris de mesures pour endiguer la violence des extrémistes juifs et l’a souvent minimisée. Plusieurs gouvernements occidentaux lui ont par la suite infligé des sanctions pour incitation à la violence contre les Palestiniens.

M. Smotrich cherche à renforcer le contrôle religieux sur la vie publique et l’éducation en Israël. Il a qualifié le judaïsme réformé de « fausse religion » et a présenté les écoles laïques comme formant des « enfants superficiels et désorientés », déconnectés de leur identité juive. Sa méfiance s’étend à la science : en 2017, il a qualifié la théorie du Big Bang de « délirante » et a affirmé à tort que la théorie de Darwin et l’évolution n’étaient plus acceptées par la science.

Son parcours en matière de droits des personnes LGBT est tout aussi cohérent. En 2006, il a contribué à l’organisation de la « Beast Parade », une manifestation anti-Pride au cours de laquelle des chèvres et des ânes incarnaient l’homosexualité comme une déviance. En 2023, il a été enregistré en train de déclarer : « Je ne lapiderai pas les homosexuels, et vous ne me forcerez pas à manger des crevettes », tout en se décrivant avec sarcasme comme un « homophobe, raciste [et] fasciste ».

M. Smotrich aborde ces élections dans une position précaire. Son parti s’est souvent situé, selon les sondages, en dessous du seuil électoral israélien de 3,25 %, ce qui accentue la pression en faveur d’une nouvelle alliance avec M. Ben-Gvir afin d’éviter de gaspiller les voix de la droite. Netanyahu est favorable à une telle réconciliation, bien que Ben-Gvir s’ y soit opposé. Smotrich dispose par ailleurs de peu d’options en dehors du bloc de Netanyahu. Les principaux dirigeants de l’opposition, dont Gadi Eisenkot, ont exclu toute possibilité de gouverner à ses

côtés, tandis que Naftali Bennett s’est montré moins catégorique.

Autres profils :

Benjamin Netanyahu : de marionnettiste à marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael

---

[1] Le sionisme religieux, en tant que branche du sionisme, présente une grande diversité politique et a également donné naissance à des courants pragmatiques et pro-démocratiques, tels que l’ancien Parti national-religieux et le Meimad, de tendance de gauche. À son extrême droite se trouvent le RZP et Otzma Yehudit, ce dernier étant issu du mouvement kahaniste, déclaré illégal.

---

[i] Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il réside à Tel-Aviv.